

PRESSES
UNIVERSITAIRES
DE FRANCE

Jean Bérenger

Histoire de l'Autriche

702(17) QUE SAIS-JE ?

*Histoire
de l'Autriche*

JEAN BÉRENGER

93
2004906

8°Z
28960



(222 ter)

DL - 12 7. 1995 116855

Histoire de l'Autriche

JEAN BÉGIN

ISBN 2 13 046685 0

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1994, décembre

© Presses Universitaires de France, 1994
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris



INTRODUCTION

Il est plus difficile qu'il n'y paraît d'écrire une histoire de l'Autriche, dans la mesure où l'actuelle République autrichienne n'existe que depuis le 12 novembre 1918 par suite de la dissolution de l'Empire austro-hongrois, dernier avatar de la Monarchie des Habsbourg en Europe centrale. Mais la création d'un Etat distinct du Reich allemand résultait d'abord d'une situation imposée par les puissances victorieuses de l'Entente que de la volonté des intéressés, même si dans les limites qui lui furent assignées le nouvel Etat correspondait aux provinces alpestres du Saint-Empire et au patrimoine que les Habsbourg avaient rassemblés à la fin du Moyen Age sur les marches méridionales et orientales du royaume de Germanie. En conséquence il ne peut s'agir véritablement de l'histoire d'un Etat-nation, tel que le public français, conditionné par l'idéologie jacobine, aime à considérer tous ses voisins.

Nous présentons ici l'histoire d'un territoire, les pays alpestres, très tôt occupé par des peuples néolithiques, puis par les Celtes et par les Romains. Comme les grandes invasions ont marqué une profonde rupture, l'histoire de la société autrichienne commence vraiment à l'époque carolingienne. En trois siècles, les Babenberg firent d'une marche désolée de l'Empire franc une principauté prospère, de langue et de peuple germaniques, profondément imprégnée de tradition chrétienne. Après 1273, les Habsbourg profitèrent de leur dignité royale pour s'implanter durablement

dans la région, unifier les diverses provinces et s'identifier à l'Autriche, tout en laissant la noblesse s'emparer de l'administration provinciale. Au xv^e siècle, Frédéric III et Maximilien I^{er}, par leur habile politique matrimoniale, permirent la constitution de l'empire de Charles Quint et la formation de la Monarchie autrichienne. Celle-ci unit, de 1526 à 1918, dans une même confédération, les pays héréditaires de la Maison d'Autriche la Bohême et la Hongrie.

L'Autriche n'a connu son complet épanouissement qu'après la victoire du Kahlenberg (1683), lorsqu'elle cessa d'être le glacis du monde germanique pour devenir le cœur de la Monarchie des Habsbourg. Vienne, bastion de la Contre-Réforme fut alors une métropole baroque, car le triomphe de la *Pietas austriaca* produisit la « catholique Autriche », où même l'*Aufklärung* présente des aspects originaux. Léopold II (1790-1792) fut, après Marie-Thérèse et Joseph II, le dernier des monarques éclairés, qui ont, chacun à leur manière, contribué au rayonnement du pays.

L'avènement de François II (1792-1835) transforma l'Autriche en bastion de la Contre-Révolution, qui joua effectivement jusqu'en 1860 le rôle d'une grande puissance conservatrice. Si la Révolution de 1848 supprima le régime seigneurial et permit la réorganisation de l'Etat, elle mit aussi en question l'existence de l'empire d'Autriche. En 1866 la Prusse chassait les Habsbourg de la Confédération germanique et le Piémont faisait l'unité italienne en annexant les provinces italiennes de l'Autriche (Milan en 1859 et Venise en 1866), François-Joseph réorganisa l'empire en s'appuyant sur les libéraux d'Autriche et de Hongrie. Le compromis de 1867 permit un prodigieux essor économique et un rayonnement culturel comparable à celui que la Monarchie avait connu au siècle des Lumières : Vienne fin de siècle fut une des métropoles européennes. La Monarchie austro-hongroise, qui ne fut

jamais une « prison des peuples », avait été fidèle à sa vocation : faire vivre dans la paix, la prospérité et la diversité, des nationalités qui ne pouvaient s'épanouir dans le cadre de Etat-nation.

En tentant de régler par la force la question serbe et le problème, finalement marginal, des Slaves du Sud, François-Joseph signa pourtant, en juillet 1914, l'arrêt de mort d'une puissance qui ne pouvait affronter une guerre totale de longue durée. L'Entente, faisant bon marché des principes de Wilson, condamna les Allemands d'Autriche à former un petit Etat de 6,5 millions d'habitants, qu'aucun esprit sérieux ne croyait capable de survivre. C'est pourquoi, en 1938, l'annexion de l'Autriche ne souleva guère de protestations chez les alliés, obsédés par la politique d'apaisement et trop heureux d'acheter, par cette lâcheté, les bonnes grâces de Hitler.

L'*Anschluss* amena pourtant une rapide prise de conscience chez les Autrichiens et les grandes puissances décidèrent, dès 1943, de restaurer la République autrichienne. Dans tous les domaines la Seconde République contraste avec la première. Socialistes et populistes coopérèrent, puis à partir de 1966, pratiquèrent l'alternance, tandis que les Autrichiens profitaient des « Trente Glorieuses » et que la conscience nationale autrichienne commençait à s'affirmer. Ainsi l'histoire de la « nation autrichienne » est-elle encore plus brève que celle d'un Etat autrichien indépendant.

En conséquence nous présentons au lecteur l'histoire des Allemands d'Autriche, des pays alpestres et de Vienne, capitale d'un grand empire et d'une vaste aire culturelle qui, à plusieurs reprises, joua le rôle d'une grande métropole européenne. Durant la période 1526-1918, il serait néanmoins absurde de ne pas envisager les pays héréditaires dans leur contexte multinational (rapports avec les autres pays de la

Monarchie), international (politique étrangère des Habsbourg) ou germanique (rapports avec le *Reich*). Enfin dans les limites offertes par la collection, nous essaierons de retracer l'évolution religieuse, culturelle et économique de l'Autriche jusque vers 1980.

Chapitre I

DES ORIGINES A L'ARRIVÉE DES HABSBOURG

Les premiers peuplements

Des fouilles ont montré que la région était occupée par les hommes dès le Paléolithique (grottes de Mixmitz en Styrie) et des trouvailles faites en Haute-Autriche nous rappellent que des hommes avaient bâti des cités lacustres sur le Mondsee 3 500 ans av. J.-C. De 800 à 400 av. J.-C. date l'âge d'or de la civilisation de Hallstatt, en Haute-Autriche, fondée sur l'exploitation des salines et le commerce du sel, qui prit des proportions jusqu'alors inconnues. Les hommes de Hallstatt appartenaient à un peuple vénéto-illyrien qui étendit sa domination sur toute l'Europe centrale et l'Italie septentrionale et a laissé des traces dans la toponymie (*Carnuntum*, *Noricum* romains, *Karawanken* allemand). Mais vers 400 av. J.-C., ils succombèrent devant les envahisseurs celtes, qui submergèrent la vallée du Pô pour submerger les Alpes autrichiennes, tandis que les populations illyriennes se réfugiaient dans le Vorarlberg et le Tyrol septentrional. Les Celtes ont laissé des traces durables dans la toponymie (Danube, Inn, par exemple), car ils ont fondé de nombreuses agglomérations (Bregenz, Wels, Vienne) ; ils ont mis en valeur les ressources minières et établi des relations commerciales avec les Grecs, les Etrusques et les peuples du Nord, par la voie de la

Morava et de l'Oder, développant le commerce de l'ambre déjà établi par les Illyriens. On note le premier recul celte au début de notre ère : vers 60 av. J.-C., les Celtes de Bohême s'installent en Transdanubie, abandonnant le pays aux Marcomans, qui furent par la suite des voisins redoutables de l'Empire romain.

La conquête romaine date seulement du règne d'Auguste. Après le désastre du Teutoburger Wald (9 apr. J.-C.), les Romains s'installèrent solidement au sud du Danube, abandonnant aux tribus germaniques le *Waldviertel* ; en ce qui concerne l'Autriche, le *limes* était solidement implanté sur le Danube. La majeure partie des pays alpestres et le Bassin de Vienne connurent les bienfaits de la *pax romana* et l'actuelle Autriche correspondait à trois provinces : le Norique, qui englobait les pays alpins, l'autre province était la Pannonie, divisée par Trajan en Pannonie supérieure, capitale Vindobona/Vienne, et Pannonie inférieure ; enfin l'actuel Vorarlberg faisait partie de la Rhétie, dont la capitale était Augusta Vindelicorum (Augsbourg). Les provinces étaient divisées en *civitates*, et les Romains fondèrent 5 municipes de droit latin en Norique ; peu à peu il y eut contamination de l'organisation des villes romaines sur les cités indigènes. L'assimilation se fit par le biais de la *civitas*, et le processus de romanisation, lent et progressif, semble achevé seulement au III^e siècle. Le premier souci des Romains fut d'assurer la sécurité des frontières : à Vindobona (Vienne) fut implantée la X^e légion et à Carnuntum la XV^e. En 177, les Marcomans rompirent la ligne du Danube, et poussèrent jusqu'à Aquilée. Pour compenser les pertes de population, Marc-Aurèle fit appel à des colons germains.

Au début du IV^e siècle, Dioclétien renforça les capacités militaires de la région en créant une nouvelle légion et en créant la flottille du Danube. La grande persécution fit de nombreuses victimes, dont la plus illustre fut saint Florian, mais le christianisme s'épanouit après 313

(édit de Milan) ; chaque cité romaine devint le siège d'un évêché et les fouilles archéologiques ont mis à jour de nombreuses basiliques et nécropoles. Pourtant au IV^e siècle, les régions frontières étaient en position de faiblesse face aux coups de boutoir des peuples germaniques situés en dehors du *limes*.

Pendant cinq siècles, la région fut le théâtre de vastes bouleversements, qui ne laissèrent pas grand-chose du passé romain, si ce n'est des sites archéologiques (Carnuntum) ou des ruines intégrées dans les nouvelles agglomérations (Vindobona). Les « Barbares » qui occupèrent le territoire de l'Autriche étaient essentiellement des Germains, subsidiairement des Slaves et accessoirement des peuples de la steppe. En contact depuis des siècles avec le monde romain, les Germains passèrent au service de Rome comme auxiliaires, puis comme colons, de sorte qu'ils envahirent des contrées profondément germanisées au V^e siècle. Les Bavarois, venus des steppes de Russie méridionale, occupèrent à partir de 570, le Tyrol, une partie des Alpes autrichiennes et la vallée du Danube. Ainsi, au VI^e siècle, des Germains occupaient déjà l'Autriche, des Slaves la Bohême, les Avars la plaine pannonienne, tandis que des tribus slaves, les Slovènes, fuyant devant la poussée des Avars, s'installaient en Carniole et dans le bassin de Vienne, profitant du vide laissé par les populations romanisées.

La marche orientale

En 791, Charlemagne paracheva l'œuvre entreprise par le duc de Bavière et saint Boniface en entreprenant une campagne contre les Avars païens, qui furent vaincus en 796. Charlemagne fit des territoires conquis une Marche de l'empire et distribua les terres à des nobles bavarois, clercs ou laïcs, les seuls capables de repeupler rapidement la région. Ils y installèrent de nombreux serfs qui s'établirent dans des maisons isolées et les

occupants slaves furent rapidement germanisés. La Marche fut organisée sur le modèle bavarois (division en comtés, coutume bavaroise), tandis que l'évêque de Passau y étendait son autorité et qu'églises et couvents s'y multipliaient. En 798, l'évêché de Salzbourg était élevé au rang de métropole, afin de coordonner l'œuvre d'évangélisation dans cette région. Charlemagne peut donc être considéré comme le fondateur de l'Autriche médiévale, germanique par sa langue et sa culture, catholique par sa religion, composite par son peuplement (un mélange de Celtes romanisés, de Bava-rois, de Slaves germanisés).

La marche orientale fut envahie par les Hongrois, établis dans la plaine pannonienne depuis 896. Othon I^{er}, après la bataille du Lechfeld (954) recréa la marche orientale face au royaume de Hongrie, qui s'appela désormais en vieil allemand *Ostrarrichi*, devenu *Österreich*, d'où nous avons fait Autriche, puis Autriche. Le commandement de la Marche fut confié à Liutpold, l'ancêtre des Babenberg, qui s'installa à Melk pour contrôler la voie fluviale de la Wachau et la route terrestre du Wienerwald. Il devait défendre le pays contre les Tchèques installés au nord et les Hongrois établis à l'est. En 1002 la région de Vienne fut annexée et en 1074, la Marche atteignit la Leitha.

Pendant tout le XI^e siècle, le margrave n'était qu'un grand seigneur parmi les feudataires laïques et ecclésiastiques, héritiers de fiefs acquis à l'époque carolingienne ou abbés des couvents fondés pour assurer les défrichements, le peuplement et la christianisation de la marche. Ils firent d'importantes donations à l'abbaye de Melk et fondèrent les abbayes de Klosterneuburg et d'Heiligenkreuz. Ils réussirent à briser la toute-puissance des grands seigneurs laïques. Dans la querelle des investitures, les Babenberg, qui avaient favorisé la réforme grégorienne prirent parti pour le pape et l'Eglise. Le règne du margrave Léopold, beau-

frère de l'empereur Henri IV, a contribué à fonder la puissance autrichienne. Très populaire, il avait manifesté une grande piété et l'Eglise le canonisa en 1485 ; en 1665, il devint le saint patron de l'Autriche. En 1156, Henri Jasomirgott obtint de Frédéric Barberousse l'élévation de la Marche au rang de duché, ainsi que le *privilegium minus*, qui accordait à l'Autriche un statut privilégié dans le royaume de Germanie. Il prit Vienne pour capitale, où il fonda le couvent des Ecosais (*Schotten*).

En 1192, Léopold V obtenait de l'empereur Henri VI, fils de Frédéric Barberousse, l'investiture de la Styrie, amorçant une politique de regroupement des pays alpins sous l'autorité des ducs d'Autriche, qui devait trouver sa conclusion au XIV^e siècle. En 1246, à la mort de Frédéric, les familles aristocratiques comme les Puechheim ou les Starhemberg ne contestaient plus l'autorité des ducs, fondée sur un important domaine foncier et la collaboration avec l'Eglise. Mais la mort du duc Frédéric, sans descendant en ligne masculine, posa le problème de la succession. Comme la vacance du pouvoir royal (début du grand interrègne) privait l'Autriche d'un arbitre incontesté, les barons autrichiens et les rois voisins (Bohême et Hongrie) s'en mêlèrent et la querelle successorale dégénéra en guerre civile, apportant ruines et désolation à l'Autriche et à la Styrie. On put croire un moment que les deux provinces seraient annexées à la Bohême d'Ottokar II Premyslide, mais finalement les Habsbourg réussirent à s'en emparer en 1278.

En trois siècles, les descendants de Liutpold avaient fait d'une marche déserte une principauté prospère et respectée, car les ducs d'Autriche avaient eu la sagesse de ne pas participer aux luttes politiques qui usaient les forces des rois allemands. Les Habsbourg sauront poursuivre cette habile politique. Avec l'élection de Rodolphe I^{er} de Habsbourg comme roi de Germanie

parti de la coalition. Ce système comportait des inconvénients : la tendance à l'immobilisme, le manque de représentativité des députés, auxquels se substituaient les hommes d'appareil, l'élimination des fortes personnalités, l'absence de vrais débats au Parlement et surtout l'alourdissement de l'appareil d'Etat, puisque chaque poste était dédoublé, et finalement la politisation de la vie publique. Le système, qui obtint des résultats positifs, a été progressivement critiqué, car il n'y avait qu'une apparence de régime parlementaire, les querelles se réglant au sein des comités directeurs des partis (ainsi l'affaire Olah en 1964).

Le *Proporzsystem*, pesait comme un carcan. En 1966, le Parti populiste, ayant obtenu la majorité des sièges au Parlement (sinon la majorité des suffrages exprimés), prit ses responsabilités au bout de deux mois et, malgré les imprécations dont le couvrirent les socialistes et leur chef Pittermann, le D^r Klaus constitua un cabinet homogène, qui disposait d'une faible majorité parlementaire. Il conserva tous les fonctionnaires socialistes et les débuts furent prometteurs : rôle accru du Parlement, politique étrangère plus active, création d'Universités, mais après 1968 la hausse des prix engendra le mécontentement, qui lui valut une sérieuse défaite aux élections de 1970 (44,5% des voix contre 48,5% aux socialistes) : ces derniers obtinrent 81 mandats contre 78. Bruno Kreisky avait succédé à Pittermann à la tête du Parti socialiste ; un militant convaincu, mais hargneux, cédait la place à un véritable homme d'Etat, qui sut renouer avec la grande tradition autrichienne pour redonner à l'Autriche sa place dans le concert des nations ; pour commencer, il accepta de diriger un cabinet minoritaire, fit voter une réforme électorale et retourna devant les électeurs en 1971. Les élections législatives d'octobre 1971 furent un succès pour les socialistes (50,4% des voix et 93 sièges sur 183) et

inaugurèrent la grande époque Kreisky. Après avoir eu un gouvernement conservateur de 1920 à 1938, après avoir fait l'expérience d'un cabinet de coalition, l'Autriche avait suffisamment exorcisé le passé pour jouer correctement le jeu du régime parlementaire et l'expérience populiste de 1966 à 1970 fut en cela bénéfique. A partir de 1970, les populistes tinrent parfaitement leur place d'opposition démocratique, montrant à l'époque que l'Autriche était le seul Etat-successeur totalement intégré à l'Occident.

Depuis 1955, aucun problème ne met plus en question l'existence de l'Autriche, qu'il s'agisse du retour de l'archiduc Otto de Habsbourg, de la question du Tyrol méridional ou de la minorité slovène de Carinthie. Après de longs débats, dus essentiellement à l'obstruction socialiste, l'archiduc Otto de Habsbourg finit par obtenir, en 1967, l'autorisation de se rendre en Autriche. En 1960, l'Autriche finit par poser devant les instances internationales, la question du Tyrol, où les droits de la population germanophone n'étaient pas respectés, en dépit des promesses faites en 1945 par A. de Gasperi. Des actes de terrorisme appuyèrent les revendications de la minorité et détériorèrent les relations entre Vienne et Rome. Le vrai problème était le rattachement de l'Autriche à la communauté européenne, compte tenu des contraintes imposées par le traité d'Etat, alors qu'elle se trouvait coincée entre le Marché commun et le Comecon. En 1960, elle a pu s'intégrer dans l'AELE (Association européenne de libre-échange, alors dirigée par la Grande-Bretagne, exclue de la CEE, dont le but était l'abaissement progressif des tarifs douaniers. Depuis, l'Autriche a obtenu un statut d'association à la CEE, analogue à celui dont bénéficie la Turquie, parce que l'essentiel de ses échanges se faisait avec les membres de la CEE, en particulier avec son voisin allemand.

Le miracle économique autrichien

L'essor économique d'après 1945 fait singulièrement contraste avec le marasme de l'entre-deux-guerres et jusqu'à ces dernières années a même connu le plein emploi. Entre 1950 et 1960, le seul pays de l'OCDE qui ait eu un développement supérieur à celui de l'Autriche (taux de croissance annuel moyen de 5,9 %) fut la RFA.

Les nationalisations. — On assista à un partage entre capitalisme privé et capitalisme d'Etat, rendu nécessaire par la récupération des biens allemands (par exemple les *Hermann Goering Werke* de Linz), dont l'Etat autrichien a pris le contrôle (lois de 1946 et 1947). Ce secteur employait 20 % des salariés de l'industrie, dont l'effectif avait doublé en vingt ans, passant de 60 000 à 120 000 personnes entre 1945 et 1965 ; représentant plus de 25 % de la production industrielle, il dominait l'industrie lourde, développée à partir de 1938 (production d'acier 100 %, de l'énergie 95 %, de l'aluminium 85 %). L'Etat contrôlait également les 3 grandes banques (Banque nationale, le *Creditanstalt* et la *Laenderbank*), qui effectuaient 90 % des transactions et représentaient 80 % du capital bancaire. Les chemins de fer (*Österreichische Bundesbahn*, ÖBB), qui employaient 90 000 salariés, étaient propriété de l'Etat, qui possède également des participations dans les Austrian Airlines.

Celui-ci a longtemps pratiqué le contrôle des prix et lutté pour la stabilité du schilling. En 1947, il procéda à l'échange des billets pour lutter contre l'inflation, mais les prix augmentèrent de 35 % par an entre 1948 et 1951 ; à cette date, le gouvernement inaugura une politique draconienne de stabilisation (réduction des prix, blocage des salaires, augmentation du taux de l'escompte fixé à 6 %), suivie d'une dévaluation du schilling en 1953. Son taux de change s'est maintenu jusqu'en 1971 (26 schillings autrichiens pour 1 \$) et le

schilling est devenu depuis une monnaie aussi stable que le deutschemark, car le taux annuel d'inflation ne dépasse guère 2%. Le déficit de la balance du commerce extérieur est compensé par l'excédent de la balance des services dû à l'importance considérable des revenus provenant du tourisme. L'Autriche s'est en effet affirmée, avant la Suisse, comme le premier pays européen pour le tourisme, tant pour les sports d'hiver (35% des nuitées) que pour le tourisme d'été : la beauté des paysages, la qualité de l'accueil dans des auberges ou chez les particuliers, trop heureux de trouver des ressources d'appoint et finalement la vague écologique ont renforcé le courant amorcé avant 1914 et développé dans l'entre-deux-guerres.

Pourtant, si le manque de capitaux a longtemps handicapé le développement économique, la tendance s'est inversée grâce à l'autofinancement, à l'aide américaine et à l'épargne, encouragée par des détaxations. Ainsi l'Autriche bénéficia des investissements du Reich hitlérien et du Plan Marshall, mais renonçant à la politique du laissez-faire, donna la priorité aux investissements et à l'expansion industrielle, qui se traduisirent par le plein emploi, le taux de croissance et la progression régulière du revenu par tête d'habitant. En fait l'économie autrichienne manqua rapidement de main-d'œuvre et eut recours aux travailleurs immigrés, en particulier dans le bâtiment (Turcs et Yougoslaves) ; le chômage résiduel concerne la Carinthie, la Styrie et surtout le Burgenland, pays de grande propriété, en bordure immédiate du « rideau de fer », ce qui n'encourageait pas les investissements. Cette réussite s'explique par le taux élevé de l'investissement, par le développement de l'industrie lourde, par la paix sociale, favorisée par une politique de concertation entre patronat, syndicats et gouvernement et l'exode rural : les petits exploitants agricoles (microfundia inférieurs à 5 ha consacrés à la polyculture). En conséquence, le

niveau de vie a triplé entre 1950 et 1960, tandis que les salaires effectifs augmentaient de 40 à 50 % mais le niveau de vie autrichien n'atteint pas celui des Allemands de RFA par suite des destructions dues à la guerre, des fortes indemnités payées à l'Union soviétique, à partir de 1955, pour le « rachat » des biens allemands, par le retard pris sous la I^{re} République et par le vieillissement de la population.

Bilan

Pour beaucoup d'étrangers, le festival de Salzbourg représente la culture autrichienne, car les représentations sont associées à une ville historique et au paysage des Préalpes. En 1945, B. Paumgartner redonna vie au festival dans la ville de Mozart, occupée par l'armée américaine. Richard Strauss y consacra ses talents de chef d'orchestre, de metteur en scène et chaque année on y représenta une de ses œuvres, ainsi que le *Jedermann* de Hofmannsthal. Si nous insistons sur la qualité des exécutions musicales, il faut bien avouer que la création connaît une crise, en particulier à cause des goûts conservateurs du public, qui accorde plus volontiers sa faveur à Gottfried von Einem ou à Carl Orff qu'à Arnold Schoenberg, mort aux Etats-Unis en 1951. Le public, très averti, s'il n'apprécie guère les innovations, a idolâtré des chefs d'orchestre comme Herbert von Karajan. D'une manière plus générale, l'idéal petit-bourgeois est également dominant chez les socialistes et il suffit de comparer les immeubles municipaux d'après la seconde guerre mondiale au *Karl Marx Hof*; l'Hôtel de Ville est géré par des hommes d'appareil sans imagination, qui, œuvrant pour le confort de leurs administrés, ne s'enthousiasment plus pour les grandes causes. Il existe un consensus pour célébrer le passé symbolisé par quelques institutions, l'opéra, le manège de l'Ecole espagnole, le bal de

l'opéra et le concert du Nouvel An, télévisé en direct dans le monde entier, parce que Vienne a cessé d'être une métropole cosmopolite, source de sa grandeur à l'âge baroque, à l'époque des Lumières ou à l'ère du compromis. L'Autriche devient une réserve folklorique pour les Allemands de la République fédérale et Vienne rejoint peu à peu la province, pour devenir province de la culture germanique, à la seule exception peut-être de la création littéraire.

Dans tous les domaines la politique de la Seconde République contraste avec celle de la Première. Personne ne met plus en doute l'existence de l'Autriche, ni ses citoyens, ni ses dirigeants, ni les grandes puissances. Socialistes et populistes ont appris à se tolérer et à coopérer, poussant la sagesse jusqu'à accepter, depuis 1966, l'alternance. La stabilité politique a favorisé la croissance économique, tandis que les alliés occidentaux donnaient aux Autrichiens les moyens de profiter des « Trente Glorieuses ». Même les Soviétiques ont fait une exception en leur faveur, puisque l'Autriche fut le seul pays évacué par l'Armée rouge avant 1989. La chute du mur de Berlin lui a offert la possibilité de s'intégrer pleinement dans l'union européenne, après avoir longtemps mené une politique de rapprochement, compatible avec les susceptibilités de l'Union soviétique, redoutable voisin au temps où l'Armée rouge stationnait en Hongrie et en Tchécoslovaquie (de 1968 à 1989). Mais cette neutralité armée était le prix à payer pour préserver l'indépendance à laquelle les Autrichiens sont attachés depuis 1938. En effet Felix Kreissler a montré que la seconde guerre mondiale avait été le point de départ d'une véritable conscience nationale autrichienne, en particulier parmi les victimes de l'occupant nazi, quel que fût leur origine (socialistes, communistes, libéraux, monarchistes ou militants catholiques ou simples victimes de la répression policière).

CONCLUSION

Oserons-nous conclure en ajoutant un sous-titre à cet exposé : des Allemands d'Autriche aux Autrichiens ? Le territoire autrichien a finalement un triple destin étatique : de l'an Mil à la fin du Moyen Age, ce sont des provinces du Saint-Empire qui forgent peu à peu leur destin original. Patrimoine des Habsbourg, peuplées de colons allemands, elles sont fortement marquées par les grands monastères et les grandes familles aristocratiques, qui, telles les Starhemberg, ont, autour du souverain territorial, duc, margrave ou comte, constitué, avec leurs propres vassaux, la province ou *Land* au caractère particulariste nettement prononcé. Avec la seigneurie foncière, laïque ou ecclésiastique, la société autrichienne a trouvé un cadre original, qui s'est perpétué jusqu'à la Révolution de 1848. A l'époque moderne, les provinces se sont intégrées dans une construction plus vaste, la Monarchie autrichienne, qui, de 1526 à 1918, les a réunies dans un vaste ensemble multinational, multiculturel et, malgré le souci des Habsbourg de préserver le caractère catholique de leurs Etats, multiconfessionnel. Si l'Autriche, fut elle aussi séduite par la prédication luthérienne et si la noblesse crut utile de manifester son autonomie par rapport à la dynastie, la politique volontariste de la branche styrienne ne tarda pas à imposer à ses sujets autrichiens la Contre-Réforme et à donner à la culture autrichienne son caractère original, profondément influencée par la piété baroque et la culture italienne. Les Autrichiens sont certes des Allemands par la lan-

gue, le droit et la culture politique, mais qui se sentent différents de leurs compatriotes d'Allemagne du Nord, marqués profondément par la réforme luthérienne. Même la culture des Lumières a pris un caractère original avec le catholicisme réformateur, d'inspiration italienne ou le jansénisme. C'est pourquoi l'Autriche de Metternich, insupportable pour les « Prussiens » ou les libéraux d'Europe occidentale, était finalement acceptée par la société autrichienne, qui trouvait à s'exprimer dans la musique, la danse, le théâtre ou les arts plastiques. Enfin, après la dissolution de la Monarchie austro-hongroise, les « pays héréditaires » ont été dotés, à leur corps défendant d'une indépendance qu'ils n'avaient pas souhaitée et qu'ils n'avaient jamais connue. Il fallut l'annexion involontaire au Reich hitlérien, à la « maison de correction » (Otto Bauer), pour que les Autrichiens revendiquent pleinement cette indépendance et commencent à constituer une nation distincte, après avoir constitué un Etat.

La chance de l'Autriche fut triple : d'abord celle de posséder, très tôt, une métropole placée sur un des grands axes de circulation de l'Europe, Vienne, dont la vocation commerciale, contrariée lors de l'occupation de la Hongrie par les Ottomans, fut compensée alors par son rôle de forteresse frontière et de résidence impériale ; lorsque après 1683 elle combina les fonctions politiques et les fonctions économiques avec celles de capitale culturelle de la Monarchie, elle s'épanouit à deux reprises, à l'époque des Lumières et à l'ère du compromis et ce n'est pas par hasard si aujourd'hui chez l'Autrichien moyen, républicain, deux figures de Habsbourg s'imposent encore, celle de Marie-Thérèse et celle de François-Joseph. La seconde chance de l'Autriche fut d'être intégrée dans un ensemble plus vaste et de ne pas être restée longtemps marche frontière face aux Hongrois, au Moyen Age, aux Turcs à l'époque moderne, ou aux Soviétiques, à

l'époque contemporaine, car la vocation de l'Autriche est d'être un trait d'union avec ses voisins, permettant la circulation des personnes et des biens. Vienne n'a jamais été une ville « allemande », même pas dans sa langue car la présence de la cour a créé une tradition cosmopolite, même dans la langue courante ; si les gens du peuple et de la petite bourgeoisie se cantonnent dans un dialecte fortement marqué d'expressions étrangères (à base d'italien et de français), un signe d'ascension socioculturelle est l'usage d'une langue étrangère, l'italien autrefois, le français naguère, l'anglais aujourd'hui ; c'est pourquoi l'opposition fut si vive entre la capitale et la province et demeure l'une des constantes de la vie politique et culturelle de l'Autriche. La chance de Vienne fut précisément d'attirer, outre les aristocrates de la Monarchie, les fonctionnaires et les soldats de toute l'Allemagne, au prix d'une éventuelle conversion au catholicisme, mais aussi les artistes et les artisans italiens et au siècle dernier les bourgeois et les intellectuels juifs. C'est pourquoi l'*Anschluss* fut une catastrophe pour l'Autriche : en exterminant ou en condamnant à l'exil les élites juives qui s'étaient maintenues après la défaite de 1918, le Reich hitlérien, hostile par principe à cette métropole cosmopolite, la réduisit au rôle d'une capitale provinciale. Et l'on peut se demander si les efforts accomplis depuis 1955 pour lui redonner un rôle international pourront être, à long terme, couronnés de succès, car la bourgeoisie viennoise a tendance à faire de sa ville un conservatoire des gloires passées plutôt qu'un lieu de création contemporaine. Car les conditions objectives d'un épanouissement ont manqué depuis 1918 : la troisième chance de l'Autriche en général et de Vienne en particulier était précisément l'intégration dans un empire, dont elle n'était pas la souveraine, mais l'une des composantes ; les pays héréditaires n'ont pas conquis ou annexé la Bohême et la

Hongrie en 1526, ils ont simplement été associés par suite de l'élection de leur naturel seigneur, Ferdinand I^{er} de Habsbourg, comme roi de Hongrie et roi de Bohême, dans le respect des privilèges des nations nobiliaires. Même après la perte de ses provinces italiennes et de son influence sur l'Allemagne unifiée, l'Autriche-Hongrie de 1867 demeurait une grande puissance européenne, seule capable de permettre l'épanouissement des petites nations que le hasard de la géographie avait placées entre l'impérialisme russe et l'impérialisme allemand. Les avantages étaient réciproques et, en dépit d'inévitables querelles de famille, l'union profonde et utile. C'est pourquoi la dissolution intervenue en octobre 1918 et l'indépendance imposée par les vainqueurs fut si cruellement ressentie par l'opinion autrichienne ; seuls les chrétiens-sociaux, comprenant que l'union avec les Allemands du Reich était impossible, furent alors des partisans convaincus de l'indépendance. C'est paradoxalement la seconde guerre mondiale qui a fait naître une conscience nationale autrichienne, car les Autrichiens se rendirent compte qu'ils étaient différents de leurs voisins septentrionaux, même si, à l'instar des Suisses alémaniques, ils parlaient la même langue, point de départ d'une conscience nationale qui n'a cessé de s'affirmer depuis lors, tandis que l'admission de la République autrichienne dans l'Union européenne permettra à l'Etat et à l'économie de s'intégrer dans un plus vaste ensemble, conformément à la tradition politique du pays, jadis membre du Saint-Empire, puis de l'empire d'Autriche.



ORIENTATION BIBLIOGRAPHIQUE

- Bérenger Jean, *Histoire de l'empire des Habsbourg, 1273-1918*, Paris, Fayard, 1990.
- Bérenger Jean, *Lexique historique de l'Europe danubienne*, Paris, A. Colin, « Lexique U », 1978.
- Bérenger Jean, *Finances et absolutisme autrichien dans la seconde moitié du XVII^e siècle*, Paris, Imprimerie nationale, « Publications de la Sorbonne », 1975, 527 p.
- Bérenger Jean, *L'Europe danubienne de 1848 à 1970*, Paris, PUF, coll. « Le fil des Temps », 1976, 266 p.
- Bérenger Jean, *L'Autriche-Hongrie (1815-1918)*, Paris, A. Colin, coll. « Cursus », 1994, 196 p.
- Bérenger Jean, *La République autrichienne de 1919 à nos jours*, Paris, Didier, 1971, 230 p.
- Bled Jean-Paul, *François-Joseph*, Paris, Fayard, 1987.
- Fejtő François, *Requiem pour un empire défunt*, Paris, 1989.
- Hamann Brigitte (sous la direction de), *Die Habsburger. Ein biographisches Lexikon*, Vienne, 1988.
- Evans Robert J. W., *The Making of the Habsburg Monarchy*, Oxford, 1979.
- Hantsch Hugo, *Geschichte Oesterreichs*, Vienne-Gratz, 1956, 2 vol.
- Kann Robert A., *A History of the Habsburg Empire, 1526-1918*, Londres, California UP, 1974.
- Komlos John, *The Habsburg Monarchy as a Customs Union. Economic Development in Austria-Hungary in the 19th Century*, Princeton UP, 1983.
- Kreissler Felix, *La prise de conscience de la nation autrichienne, 1938-1945-1978*, Paris, PUF, 1980, 2 vol.
- Le Rider Jacques, *Modernité viennoise et crises de l'identité*, Paris, PUF, 1990.
- Nouzille Jean, *Histoire de frontières : la frontière militaire austro-turque*, Paris, Berg International, 1991.
- Schorske Carl, *Vienne fin de siècle. Politique et culture*, Paris, Le Seuil, 1983.
- Stolwitzer Gertrude (sous la direction de), *Le baroque autrichien au XVIII^e siècle*, Rouen, PUR, 1989.
- Tapie Victor-Lucien, *Monarchie et peuples du Danube*, Paris, Fayard, 1969.
- Wandruszka Adam et coll., *Die Habsburgermonarchie, 1848-1918*, Vienne, Editions de l'Académie, 1976-1994, 7 vol.
- Zoellner Erich, *Histoire de l'Autriche*, Roanne, Horvath, 1965.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	3
Chapitre I — Des origines à l'arrivée des Habsbourg	7
Les premiers peuplements, 7 — La marche orientale, 9 — La formation des pays héréditaires, 12 — La société d'ordres, 15 — Les transformations économiques, 17.	
Chapitre II — Réforme et Contre-Réforme (1526-1683)	19
La naissance de la Monarchie autrichienne, 19 — La lutte contre le Turc au xvi ^e siècle, 21 — La Réforme en Autriche, 23 — La place de l'Autriche dans l'empire, 24 — La Contre-Réforme en Autriche, 25 — L'œuvre de Léopold I ^{er} (1657-1705), 28 — Le conflit austro-turc, 30.	
Chapitre III — Du Baroque aux Lumières (1683-1792)	33
L'Autriche grande puissance, 33 — Le règne de Charles VI (1711-1740), 35 — L'apogée de la culture baroque, 35 — La crise de 1740, 36 — Les réformes d'Haugwitz, 38 — L'époque des Lumières (1750-1790), 40 — Joseph II « despote éclairé » (1780-1790), 42 — La fin de l'ère des Lumières, 43.	
Chapitre IV — Révolutions et Contre-Révolution (1792-1867)	45
L'Autriche et la Contre-Révolution, 45 — L'ère Metternich (1815-1848), 48 — La vie économique, 50 — La Révolution de 1848, 51 — Le néo-absolutisme (1849-1860), 54 — Les réformes constitutionnelles (1860-1867), 57 — 1866, « l'Année du destin », 58.	
Chapitre V — L'ère du Compromis (1867-1914)	60
Le Compromis de 1867, 60 — La vie politique, 61 — L'essor économique, 67 — L'évolution de la société autrichienne, 70 — La culture autrichienne, 71 — La politique étrangère (1867-1914), 74.	